

Formation—Loi

L'action visant à remédier à la situation doit se situer surtout au niveau de l'industrie et se fonder sur le principe de la formation coopérative entre le secteur privé et nos maisons d'enseignement. Cela ne veut pas dire que le gouvernement doit réorienter ses ressources des universités vers les autres établissements ou vers les programmes de formation du secteur privé selon l'évolution du marché du travail. Nous avons pu constater que pareille politique est myope à l'extrême. Cela veut dire qu'il ne faudrait pas répéter ni continuer les erreurs et les disparités passées, et que la stratégie libérale devrait promouvoir un système d'éducation stable et à plusieurs niveaux, capable de répondre aux demandes de main-d'œuvre à court terme, sans les brusques écarts qui ont caractérisé la politique adoptée par le gouvernement fédéral ces dernières années en réponse à des pressions courantes très évidentes mais pas nécessairement écrasantes.

Comme l'OCDE le disait récemment au sujet de la politique de formation du Canada, en général elle vise à s'adapter aux pressions à court terme, toujours dans la même ligne de pensée, et, surtout, à répondre aux pressions ou aux économies et à la diminution des dépenses.

L'essentiel, c'est de ne rien faire qui puisse porter préjudice à nos universités, sous prétexte de soulager les pressions peut-être éphémères qui se manifestent sur le marché du travail. Simultanément, il faudrait encourager le secteur privé et lui faire comprendre les énormes avantages que représente une main-d'œuvre formée sur place, bien qualifiée et capable de s'adapter à toutes les circonstances. Le bill que nous étudions ne nous permettra d'atteindre ces objectifs ni en théorie, ni en pratique.

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur l'Orateur, je parlerai pendant quelques minutes seulement. Je ne veux pas m'étendre trop longtemps sur le sujet, puisque je sais qu'on est pressé de renvoyer le projet de loi au comité. Ainsi, je vais abrégé mon discours.

J'avoue que l'expression «formation professionnelle» me laisse quelque peu perplexe depuis l'âge de quinze ans, lorsque j'allais à une école secondaire où l'enseignement était axé sur le technique. Bien sûr, cela m'a aidé dans ce sens que je suis capable d'analyser des problèmes de nature mécanique, mais ce qui m'a été plus utile c'est qu'en même temps, j'ai reçu une certaine culture générale.

Je ne suis pas certain qu'il faudrait suivre aujourd'hui les normes et pratiques d'autrefois selon lesquelles on formait des gens pour des métiers précis. Les changements qui s'opèrent dans le monde du travail sont si nombreux qu'il est impossible de faire une analyse exacte de ce qui constitue une formation adéquate pour les jeunes ou les moins jeunes et d'être en mesure ainsi de leur donner les connaissances dont ils auront besoin pour bien gagner leur vie. Je ne sais pas quels conseils il faudrait donner aux jeunes, même si on peut leur donner une formation. J'ai deux fils dont l'un a presque vingt et un ans et l'autre presque vingt ans. Pendant les six dernières années, j'ai réfléchi aux conseils que je leur donnerais côté orientation, le genre de formation et d'enseignement qu'ils devraient choisir, les emplois possibles et combien de temps ceux-ci seraient disponibles. S'ils devaient commencer un cours de formation aujourd'hui, est-ce que les débouchés seraient toujours les

mêmes dans trois ou quatre ans lorsqu'ils auraient terminé leur formation professionnelle ou autre?

J'ai dû conclure qu'à quelques exceptions près, la réponse à ces questions est non. Il est très probable que ces emplois n'existeront plus, même si aujourd'hui on devait faire une prévision des possibilités d'emploi et du marché du travail. En ce moment, je ne sais vraiment quelle orientation il faudrait donner à nos jeunes. Je ne sais pas le genre de formation ni quels conseils il faudrait leur donner. La question qui se pose est: une formation pour faire quoi?

Il se pose un énorme problème au Canada, du fait que les sociétés dans une grande mesure ne prévoient pas l'avenir et n'effectuent aucune planification. Trop de sociétés ont opté pour la solution la plus simple, en allant recruter à l'étranger des personnes ayant les compétences de base nécessaires et prêtes à venir travailler au Canada. Par conséquent, un trop grand nombre de sociétés, grosses et moyennes, n'appliquaient aucun programme de formation, théorique ou pratique, susceptible d'accroître les compétences de leurs employés.

Celui qui essayait de diriger un centre de main-d'œuvre, par exemple, ne pouvait pas compter sur la collaboration d'un vaste échantillon d'entreprises canadiennes. La grande majorité des fabricants ne sont pas désireux d'informer ceux qui doivent coordonner les programmes d'enseignement des perspectives d'avenir dans leur domaine. Ils ont peur de discuter ouvertement de leurs projets d'avenir, de crainte de donner à leurs concurrents une idée de leurs objectifs et de la façon dont ils envisagent de les atteindre. Par conséquent, il est extrêmement difficile d'imaginer comment nous réussirons un jour à mettre ces programmes de formation en place et à les appliquer de façon satisfaisante.

Je m'aperçois qu'il est près de 6 heures. Je voudrais dire bien d'autres choses encore, mais je m'abstiendrai. Par contre, je tiens à signaler que je me suis aperçu que la meilleure chose à faire pour nos jeunes, c'est de leur donner le maximum...

[Français]

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Comme il est 6 heures du soir, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre ce soir à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

[Traduction]

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

M. Deans: Monsieur l'Orateur, je serai bref car je dois assister à une séance du comité des finances sur les taux d'intérêt. Je tiens tout d'abord à revenir sur ce que j'ai dit au moment de la suspension de la séance à 6 heures. J'ai terminé sur un mot qui n'aurait aucun sens pour qui lirait mon intervention. Je doute fort de toute façon que les lecteurs soient légion, mais peu importe.

Une voix: On ne sait jamais.

M. Deans: J'en suis venu à penser que la meilleure chose pour nos jeunes, c'est de leur offrir la formation générale la plus complète possible. Je voudrais que l'enseignement leur permette de connaître le plus grand nombre possible de métiers pour qu'ils puissent se familiariser avec les machines les plus